



BILLET

Insérer les invisibles

Depuis bientôt quatre ans, notre association intervient sur le Carré des biffins, porte Montmartre à Paris, au carrefour du travail social et de la régulation de l'espace public. L'intervention sociale l'emporte et la présence d'Aurore sur ce site tire sa légitimité d'un mandat de la Ville de Paris – pour l'accompagnement social des biffins - et de celui de l'association Sauve-qui-peut, historique sur ce bout d'arrondissement et victorieuse dans son combat pour imposer cet espace de vente aux élus. Les intervenants d'Aurore travaillent en étroite

« ... quel statut inventer pour les "vendeurs de seconde main" ?... »

alliance avec les vendeurs, en gardant à l'esprit leur rôle de passeurs. Ils aident les biffins et autres vendeurs à recouvrer leurs droits, à travailler le projet d'insertion de leur choix, et composent en permanence avec les acteurs

de terrain. Loin des clichés, les vendeurs du Carré des biffins appartiennent à des groupes sociaux divers, multiculturels, qui luttent avant tout pour garder la tête hors de l'eau, dans une zone floue entre précarité, dénuement et exclusion. « Écologistes » par la force des choses, ils démontrent les aberrations de la société du « prêt à jeter » et prouvent l'utilité sociale de la récupération. Alors, quel statut inventer pour ces « vendeurs de seconde main » ? Quelles sont les passerelles possibles vers des emplois plus pérennes et quelle peut être l'intégration de ces activités dans une vision de développement durable de la capitale ? L'expérience du Carré des biffins démontre que la légalisation des ventes entraîne le respect des règles et d'autrui. Réfléchissons à la place de cette économie informelle qui naît des crises et correspond à une demande : car il y a des vendeurs et logiquement, des acheteurs. Une réflexion doit être menée sur la place de ces populations démunies dans la cité, et sur les réponses qui pourront contribuer à l'insertion de ces invisibles, cachés dans les angles morts de la solidarité.

Éric Pliez,
Directeur général

EN BREF...

Les écrans d'Aurore #5

Aurore vous donne rendez-vous pour la prochaine édition de ses Écrans d'Aurore, le 18 juin à 18h, au Cinéma L'Entrepôt.

Pour cette 5^{ème} édition, l'association vous propose de découvrir le documentaire de Katia Maksym intitulé « Femmes à la rue, destinées du bitume ». Les femmes représentent un quart des sans abri en France et cette première réalisation montre leur parcours et leur combat pour survivre à la rue. Afin d'échanger avec la salle, la réalisatrice Katia Maksym sera présente à la suite de la projection.

Rendez-vous le 18 juin prochain, à 18h précises, au Cinéma L'Entrepôt 7, rue Francis de Pressensé, 75014 Paris.

Métro : Pernety

VIE INTERNE

Des lits « made in Aurore »

En 2013, Aurore a proposé plus de 2200 lits d'hébergement à des personnes exclues. L'équipe du service Escale a décidé de fournir les centres d'hébergement en lits « maison ».

Escale, entreprise d'insertion créée en 2001 a rejoint Aurore à la fin de l'année dernière. Son

équipe, constituée de 7 salariés en insertion et de 4 encadrants, réalise des chantiers de second œuvre en bâtiment (électricité, plomberie, peinture...). Escale dispose également d'une menuiserie, où Vincent, menuisier-ébéniste de 33 ans, fournit par exemple les coffrages ou les plinthes pour les chantiers. Lorsqu'il enfle sa casquette d'ébéniste, il rénove de vieux meubles ou en conçoit d'autres, parfois sur-mesure, dans des essences de bois nobles.

« Les gens achètent des meubles fabriqués en Chine, alors qu'on a des menuiseries, du savoir-faire et du bois, juste à côté », proteste Bernard Collot, directeur du service Escale. Il présente en interne son idée de production locale de lits qui convainc rapidement plusieurs directeurs d'Aurore. Ils décident alors d'équiper certains centres d'hébergements d'urgence en chambres à coucher « faites maison ».



Dans l'atelier de l'Escale, les lits attendent d'être assemblés pour équiper les centres d'hébergement.

Le projet de production de lits en série trottait depuis quelques temps déjà dans les têtes des équipes d'Escale, de sorte que la conception des modèles et des gabarits a pu se faire après seulement quelques réunions. « On a débuté la production des lits en octobre 2013, pour meubler le centre Magenta », explique Vincent, le menuisier. « Il m'a fallu environ 1 mois pour créer 40 lits », calcule le menuisier qui travaille depuis 13 ans à Escale.

En sapin pour la légèreté, les cadres de lits sont accompagnés d'un sommier, d'un matelas et d'une table de chevet. Ils sont superposables si besoin... « Et en cas

de casse, nous assurons le service après-vente puisqu'on a toutes les pièces à l'atelier », ajoute le directeur.

Après avoir fourni le CHU Magenta pour la période hivernale, le service Escale a fourni au CHU Saint-Pétersbourg de quoi équiper quelques-unes de ses chambres, dont un modèle 2 places. 6 nouveaux lits ont récemment été assemblés en vue de l'ouverture d'un nouveau service au pôle Hébergement... Vincent n'est pas prêt d'éteindre les machines de l'atelier.

HÉBERGER

Des conférences plébiscitées

Les conférences du cycle 2013-2014 de L'Olivier se sont terminées le 15 mai dernier sur une dernière rencontre consacrée à l'Équipe Mobile d'Aurore. Lors de la conférence précédente, organisée en hommage à Robert Castel le 10 avril, une enquête de satisfaction avait été menée auprès du public. Les résultats qui en ressortent montrent que ces conférences sont toujours très appréciées : 100% des répondants souhaitent qu'elles perdurent, 96% jugent leurs thématiques très pertinentes et 83% pensent de même pour les interventions. On observe également un fort taux de nouveaux arrivants. En effet, 65% des répondants assistaient à une conférence de L'Olivier pour la première fois. Se dessine toutefois un noyau dur de « fidèles » : 43% des répondants disent avoir assisté à plusieurs rencontres cette année, et 26% ont participé aux cycles antérieurs. Pour les passionnés, les actes 2013-2014 seront publiés sous peu.



PHOTO : LAURENT ZYLBERMAN

Depuis 5 ans, Armando Magallanes, directeur du pôle Hébergement, et son équipe des Hauts-de-Seine organisent les conférences de L'Olivier.

SOIGNER

Vide-grenier solidaire pour le Club de prévention Siloë

Très présente dans le 9^{ème} arrondissement en général et dans le quartier de la rue Victor Massé en particulier, l'équipe du club de prévention Siloë d'Aurore et les jeunes accompagnés organisent pour la quatrième année consécutive un vide-grenier, place Adophe Max, le 22 juin prochain.

Soutenu par la mairie du 9^{ème}, l'événement est l'occasion pour les jeunes de s'engager dans un projet citoyen et local et d'aller à la rencontre des habitants du quartier.

Les places achetées par les exposants permettent de récolter des fonds afin d'organiser pour les jeunes accueillis un projet de sortie, comme une journée à la mer ou dans un parc d'attraction.



Réunis pour le soutien scolaire, jeunes et habitants du quartier se retrouveront pour le vide-grenier du 22 juin.

INSÉRER

Un mois de portes ouvertes

En juin, en plus de la convention annuelle lors de laquelle il sera à l'honneur, le pôle Insertion vous donne rendez-vous dans deux de ses services. Le 20 juin tout d'abord, les stagiaires de L'Odysée vous feront découvrir leur quotidien et leurs réalisations artistiques (résultats des divers ateliers créatifs qui jalonnent leur parcours au sein de l'Espace Dynamique d'Insertion). Ils vous attendent de 10h à 16h au 6, boulevard Gutenberg à Livry-Gargan.

Par ailleurs, installée depuis novembre 2013 dans les hauteurs de Montreuil, l'Épicerie Solidaire vous propose de partager une journée de fête le 27 juin prochain. Pendant cette journée, le fameux camion permettant d'acheminer jusqu'à l'Épicerie les dons alimentaires récupérés auprès des magasins alentour sera décoré de tags par un artiste graffeur. Au programme également : barbecue, théâtre et atelier chant. Rendez-vous 30 rue Saint-Antoine, à Montreuil.



Les artistes en herbe de L'Odysée et le graffeur de l'Épicerie démontreront leurs talents.

INFOS GÉNÉRALES

Lancement des entretiens professionnels

Les entretiens professionnels sont lancés. La procédure et les documents supports ont été présentés lors du séminaire cadre, en avril dernier comme prévu. Le guide et le formulaire d'entretien est désormais disponible sur l'intranet. Prévue tous les deux ans, cette rencontre a pour objectif de permettre les échanges entre responsables et salariés, à propos du travail quotidien, des projets d'évolution, de mobilité ou de formation. Pour en savoir plus sur votre entretien professionnel, n'hésitez pas à solliciter votre chef de service.

Renouvellement du CHSCT

L'actuel Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) arrivant au terme de son mandat de deux ans, les représentants du personnels (délégués du personnel et membres du Comité d'Entreprise) organiseront puis voteront avant l'été

pour élire les nouveaux membres.

Tous les salariés de l'association peuvent briguer un mandat qui consiste en la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs ainsi qu'en l'amélioration de leurs conditions de travail, les représentants du CHSCT faisant l'intermédiaire entre salariés et direction sur ces questions.

Si vous souhaitez vous présenter, renseignez-vous auprès de vos représentants.

Projet de loi sur la prévention de la récidive

Christiane Taubira, Ministre de la Justice, présentera en juin au parlement son projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines.

En prenant le risque des dissensions lors de la conférence de consensus qui a eu lieu en début d'année 2013, la question de la récidive a finalement été objectivée. Les discussions ont montré que les sorties sèches sont le terreau de la récidive. Elles ont permis de constater également que les rendez-vous judiciaires au deux tiers de la peine, assorties d'un accompagnement à la sortie sont indispensables. Il a été finalement conclu que les peines plus adaptées sont plus efficaces.

Dès lors, il faudra prendre en compte les moyens nécessaires à cette réforme et notamment l'augmentation de 25% des effectifs de conseillers d'insertion et de probation en 3 ans.

La réussite de la conférence démontre que la société est capable de bouger.

Les débats sur le projet de loi au parlement devraient aboutir également à un consensus, en faveur de l'aménagement de peine.

PARTENARIAT

Archim'aide

Chaque année, l'association d'élèves Archim'aide de l'école de commerce l'IESEG va à la rencontre des jeunes accueillis au Club de prévention Siloé d'Aurore. L'objectif : proposer de l'aide aux devoirs et un projet d'accès à la culture.

Cette année, les 9 étudiantes qui composaient l'association Archim'aide de la promotion 2013-2014 ont choisi pour thème le street art et la photographie. De septembre à mai, elles se sont rendues au Club de prévention pour épauler des enfants et adolescents du niveau CP à la seconde. En parallèle de l'aide aux devoirs, elles ont organisé plusieurs sorties à Paris et équipé les jeunes participants d'appareils photos jetables.

L'aboutissement du projet a été l'exposition de leurs photos, le 5 mai



L'exposition réunissait une photo prise par chacun des jeunes participants.

dernier, dans les salons de la mairie du 9^{ème} arrondissement. Les étudiantes ont depuis passé le flambeau à d'autres élèves de l'IESEG, qui porteront dès septembre prochain un nouveau projet solidaire.

Cent Voix

L'association Cent voix ! poursuit ses travaux. En plus de l'installation d'un atelier au Centre d'Hébergement

d'Urgence Magenta, l'association prépare 11 nouveaux carnets de route. Les premiers exemplaires de ces journaux photos tenus par les participants aux ateliers font partie de l'exposition L'Une et l'Autre que vous avez peut-être découvert en mars dernier. L'exposition sera présentée à la galerie Ikono à Bruxelles du 12 juin au 6 juillet, puis du 1^{er} au 28 septembre.

Et pour suivre toutes les actualités de Cent Voix ! rendez-vous sur : www.centvoix.fr



Dernier de la série : le carnet de route de Marie, accueillie à la Maison Coeur de Femmes

PRESSE RETROUVEZ REPORTAGES ET INTERVIEWS SUR WWW.AURORE.ASSO.FR/BLOG

LA CROIX - 29 AVRIL 2014

Le quotidien La Croix a publié la tribune d'Eric Pliez, directeur général d'Aurore et Camille Leroy, administrateur territorial. Un papier consacré au Grand Paris sous l'angle de la solidarité.

LIBÉRATION - 2014

Le quotidien a rencontré plusieurs bénéficiaires du rSa suivis à Aurore, à l'occasion de l'anniversaire de création du minima social.

Retrouvez tous les articles presse dans la rubrique Actualités d'Aurore

... ET DANS LA RUBRIQUE ACTUALITÉS D'AURORE :

• Faut-il fêter l'anniversaire du rSa ? le dossier d'Aurore sur le rSa et son infographie.

• Familles-relais : un dispositif inédit d'accueil de personnes atteintes du VIH, présenté sous 3 différents angles.



L'AGENDA DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

VIE INTERNE

6 juin :
• Déjeuner avec Sylvain Matthieu, directeur du Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris

24 juin :
• Réunion du CHSCT

VIE ASSOCIATIVE

16 juin :
• Assemblée générale d'Aurore Bénévoles et Citoyens

RENCONTRES PARTENAIRES

11 juin :
• Rencontre avec une délégation de responsables associatifs uruguayens sur le sujet de l'urgence sociale

12 juin :
• Participation du directeur général à la journée nationale de la Fédération Addictions

13 juin :
• Rencontre avec la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement pour la poursuite de la négociation sur les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens.
• Rencontre avec des représentants de la ville de Genève sur le programme « Un chez soi d'abord »

19 juin :
• Assemblée générale de la FNARS

20 juin :
• Participation au conseil de surveillance de l'Hôpital Maison Blanche

ÉVÈNEMENT

17 juin :
• Convention annuelle de l'association

18 juin :
• Diffusion des Écrans d'Aurore #5



LE SCAMPS, UN SERVICE MOBILE

SCAMPS... L'acronyme peut sembler énigmatique. L'activité du Service de Coordination et d'Accompagnement Médico-Psycho-Social (SCAMPS), elle, ne l'est pas : chaînon manquant permettant de prendre en charge des personnes en dehors de tout circuit d'aide et de soin, il participe à une meilleure coordination des dispositifs médicaux et sociaux autour de la personne. Un dispositif adressé aux personnes en situation de précarité, atteintes d'un cancer.



François Le Sénéchal, dans le bureau qu'il partage avec les infirmières et le médecin-coordonateur du SCAMPS.

Un chaînon manquant

François Le Sénéchal nous reçoit entre deux rendez-vous. L'une des infirmières du SCAMPS et lui doivent ensuite se rendre dans un camp rom, à la rencontre d'une femme malade.

Éducateur spécialisé, il travaille depuis plus de 7 ans dans l'agglomération nantaise, en Centre d'hébergement d'Urgence, de Réinsertion Sociale ou en Lits Halte Soins Santé. Depuis plus d'un an, il mobilise son réseau et son expérience pour le SCAMPS.

En 2012, l'équipe de L'Entr'act* fait le constat –partagé avec ses partenaires– du manque d'accompagnement global prévu pour les personnes en situation de précarité atteintes d'une pathologie chronique invalidante** ayant un toit. Dans le cadre de l'appel à projets « Précarité cancer » de l'Institut National contre le Cancer (INCa), l'équipe des ACT pense le SCAMPS : une équipe médico-psycho-sociale mobile prenant appui sur l'expérience des ACT. En effet, après enquête, elle dénombre 2700 à 4000 habitants de Loire-Atlantique, malades d'un cancer et en situation de précarité. L'expérimentation a débuté fin 2012 pour 2 années, avec le soutien financier de l'INCa, de l'ARS Pays de la Loire et de la Ligue contre le cancer 44. Sous la direction de Pierre-Emmanuel Nicolau, l'équipe débute les accompagnements à domicile en janvier 2013. Elle est composée de deux infirmières, d'un médecin coordinateur d'un psychologue, d'une secrétaire et d'un travailleur social. « La précarité est généralement inscrite depuis longtemps dans le parcours de la personne », explique François. Il illustre ses propos : « Nous avons accompagné un monsieur qui avait toujours vécu de façon marginale. Il dormait chez ceux qui voulaient bien l'héberger en échange d'un coup de main et refusait toute aide (pas de RSA ou de couverture sociale). Atteint d'une leucémie, il a rencontré l'assistant social de l'hôpital qui lui a présenté le SCAMPS. Il a accepté de nous rencontrer puis de débiter un accompagnement. Nous avons remis en place le régime général avec lui, fait une demande d'AAH (Allocation Adulte Handicapé) et de logement d'urgence afin de se poser et se rapprocher de ses enfants. Ils ont pu ainsi le voir régulièrement avant qu'il ne décède. Avec les partenaires, nous avons fait en sorte qu'il ait des funérailles décentes et une fin de vie respectant ses souhaits. L'accompagnement et la coordination ont duré 4 mois. »

Le droit commun, à domicile.

Par nature, le programme enjoint la personne à livrer son histoire aux professionnels, voire à consentir d'aborder avec eux la plus intime des questions, celle de la mort. La confiance est alors primordiale ; celle du maillage partenarial élémentaire pour soutenir globalement la personne. « Le temps de la maladie n'est pas le temps administratif, ni celui de la personne. Notre rôle est de coordonner et hiérarchiser les actions avec les partenaires du droit commun pour soulager la personne » explique François. Depuis le début de l'expérimentation, lui et ses collègues ont mobilisé une centaine de partenaires différents pour les besoins des personnes accompagnées. « A domicile » peut parfois signifier en CHRS ou en pension de famille... Souvent démunis face à la maladie, les professionnels des structures accueillent le suivi du SCAMPS avec intérêt. Les infirmières et le médecin coordonnent alors les rendez-vous médicaux, facilitent la mise en place de l'étayage médical pour le maintien dans le lieu de vie. Les infirmières accompagnent les personnes aux consultations clefs et peuvent alors désamorcer les angoisses. L'expérimentation de SCAMPS démontre que cette coordination autour de la personne permet de l'accompagner dans son environnement et dans le respect de son parcours de vie. Il facilite l'articulation du soin et du social avec la prise en compte de la dimension psychologique pour un accompagnement global, qui s'inscrit ainsi dans la politique du Logement d'abord. Les retours des partenaires, des bénéficiaires et des familles sont positifs mais le dispositif doit maintenant convaincre et trouver un financement stable pour poursuivre son travail auprès des personnes.



Le SCAMPS intervient dans tout le département.

* L'Entr'act est un service Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) géré par Aurore à Nantes depuis 2007.
**somatique, c'est-à-dire non liée à une situation d'addiction.